

Accès à l'eau potable dans le Grand Sud de Madagascar

Réunion institutionnelle du réseau Madagascar

Jeudi 28 janvier 2021 – 9h00 à 11h45 (heure de Paris)

Événement en ligne

CONTEXTE

L'année 2020 a fortement été marquée par la crise sanitaire de Covid-19 et a rappelé l'importance de disposer d'un accès pérenne à l'eau pour pouvoir notamment adopter des comportements hygiéniques simples, mais pourtant vitaux. Pourtant, à Madagascar, seuls 54,4%¹ de la population disposent d'un accès de base à l'eau potable, un chiffre qui ne révèle cependant pas les inégalités entre le milieu rural et le milieu urbain, ni les disparités entre les régions du pays.

En effet, la quantité et la qualité de l'eau disponible diffèrent fortement que l'on soit sur la côte Est, sur les Hauts Plateaux ou encore dans le Sud de l'île. Actuellement, le Grand Sud de Madagascar, qui regroupe les régions Atsimo-Andrefana, Androy et Anosy, fait face à un épisode de sécheresse particulièrement sévère, mettant en péril les populations de la zone. Au-delà de limiter l'accès à la ressource en eau pour la boisson et la cuisine, le manque d'eau affecte la santé des habitants ainsi que les usages agricoles, conduisant à une situation dramatique d'insécurité alimentaire.

Le pS-Eau et Ran'Eau, avec l'appui de ses partenaires, ont organisé dans le cadre des activités du réseau des acteurs de l'eau et l'assainissement intervenant à Madagascar, une réunion institutionnelle en ligne pour permettre aux acteurs de coopération de prendre connaissance de la situation actuelle dans le Grand Sud et mieux appréhender les besoins d'appui pour améliorer les services d'eau potable.

Objectifs de la réunion

- Présenter la situation d'urgence actuelle dans le Grand Sud, notamment en termes d'accès à l'eau potable ;
- Exposer les mesures entreprises par les autorités pour faire face à la situation ;
- Prendre connaissance d'initiatives portées par des acteurs de coopération pour améliorer les taux d'accès dans la zone.

[L'enregistrement de la réunion est disponible sur la chaîne Youtube du pS-Eau !](#) (en raison d'un souci technique, les premières minutes n'ont pas été enregistrées).

¹ OMS/UNICEF, Joint Monitoring Program, 2017.

Allocutions d'ouverture

Mme Isabelle Matykowski, Directrice Générale Adjointe de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie

A travers son intervention, Mme Matykowski a rappelé l'engagement des Agences de l'Eau françaises en coopération internationale. Avec le Burkina Faso et le Sénégal, Madagascar est un des principaux pays bénéficiant d'appui via la coopération décentralisée et non gouvernementale. Partenaire du réseau Madagascar, l'Agence de l'Eau Artois Picardie, qui devait normalement accueillir physiquement l'événement, a présenté sa nouvelle stratégie de coopération internationale et a souligné que la diversité des acteurs et leur mise en relation sont une richesse et une opportunité pour la mise en place de services durables d'eau potable et d'assainissement.

Mme Voahary Rakotovelomanantsoa, Ministre de l'EAH de Madagascar

Mme Le Ministre a tenu à remercier les différents participants à la réunion institutionnelle pour leur contribution au développement du secteur EAH malgache. Ces actions de coopération décentralisée et non gouvernementale contribuent à la réalisation du Plan Emergence de Madagascar et au Plan général de l'Etat, l'eau et l'assainissement étant effectivement une des priorités du Gouvernement (Velirano² : Eau et énergie pour tous).

La coopération institutionnelle entre le MEAH et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse a été rappelée, la GIRE étant effectivement un des piliers de la politique sectorielle, et son importance soulignée.

Enfin, Mme Rakotovelomanantsoa a invité les acteurs à poursuivre et amplifier leurs efforts aux côtés du MEAH, en apportant également une attention particulière au volet Hygiène, dont le caractère vital a été rappelé durant la crise sanitaire.

Le réseau Madagascar : un outil au service des acteurs de coopération pour l'eau et l'assainissement

Mme Liana Rajaonary, Chargée de mission au pS-Eau

Rapide historique sur la mise en place du réseau Madagascar en France et à Madagascar et rappel des activités et services développés par le pS-Eau en France et l'ONG Ran'Eau à Madagascar pour appuyer les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale.

Eléments utiles

- Le [bilan 2019](#) de la coopération décentralisée et non gouvernementale pour l'eau et l'assainissement à Madagascar
- Pour contacter le pS-Eau : Liana Rajaonary rajaonary@pseau.org
- Pour contacter l'ONG Ran'Eau : Patrick Rasolofo de@raneau.org / raneau@raneau.org
- Plus d'informations sur les sites internet du [pS-Eau](#) et de [l'ONG Ran'Eau](#).

Bien que les thématiques d'actualité ne manquent pas dans le secteur EAH malgache, la question de l'accès à l'eau potable dans le Grand Sud a été retenue. En effet, même s'il aurait été tout aussi pertinent de discuter du maintien des gestes d'hygiène dans un contexte de crise sanitaire, ou encore

² Velirano : axes prioritaires de la Politique Générale de l'Etat (PGE)

de la raréfaction de la ressource en eau dans plusieurs grandes villes de Madagascar, la situation particulièrement difficile vécue par les populations de la zone sud méritait d'être mise en lumière.

Les régions Atsimo-Andrefana, Androy et Anosy ont en majeure partie un climat tropical aride, avec donc un contexte hydrologique marqué par une disponibilité de la ressource relativement limitée. Cependant, en 2020, les précipitations ont été très faibles, voire inexistantes, ce qui a accentué le phénomène de sécheresse. Le Covid-19 a par ailleurs été un facteur aggravant, ce qui a fait basculer certaines communautés dans une situation d'urgence, et notamment d'insécurité alimentaire, d'où le terme de « Kéré », ou famine en malgache.

Réponses contre la famine (ou Kéré) dans le Sud par le Gouvernement

Mme Voahary Rakotovelomanantsoa, Ministre de l'EAH de Madagascar

Rappel des objectifs stratégiques du MEAH à l'échelle nationale : le Velirano n°2 concerne l'accès à l'EAH pour tous, et des objectifs chiffrés précis ont été adoptés à l'horizon 2023.

Dans le contexte du Grand Sud, la gestion de l'eau est marquée par un enjeu fort de partage de la ressource, entre un usage domestique (boisson, cuisine) et un usage pour l'agriculture et l'élevage. Il y a donc une nécessité de développer des solutions favorisant un partage équitable et économe de la ressource en eau pour satisfaire aux différents besoins.

Différentes solutions sont développées par le Ministère, à court, moyen et long termes (détails dans la présentation) :

- Projet 0 : ravitaillement en eau potable par camion-citerne. Difficulté majeure : peu de camions-citernes disponibles.
- Projet 1 : reconversion des points d'eau avec pompe à motricité humaine (PMH) en système solaire et mini-réseau. De nombreux points d'eau ont été installés depuis plusieurs années dans la zone, cependant, des lacunes en termes de gestion n'ont pas permis de les maintenir fonctionnels. Réhabiliter et convertir ces 1323 points d'eau identifiés en systèmes desservant les populations en eau potable et eau agricole, gérés par la suite par des opérateurs privés (partenariat public-privé promu par le MEAH).
- Projet 2 : réhabilitation de points d'eau et installation d'unité de désalinisation. Problème de salinité dans plusieurs zones littorales (région Androy). 425 points d'eau ciblés.
- Projet 3 : renforcement du pipeline d'Ampotaka. Dédoublage d'un pipeline de 145km déjà existant pour desservir 20 000 habitants en eau potable et eau agricole via 25 points de puisage. 90km restent à réaliser, appui de la Banque mondiale en cours.
- Projet 4 : reprise des travaux du pipeline de Mandrare Sampona. Projet visant à desservir en eau potable et eau agricole 45 000 habitants, sur la période 2021-2023. Appui de la Banque mondiale.
- Projet 5 : réalisation d'un pipeline Bemamba Antaritarika. Pipeline déjà planifié mais pas encore réalisé. Estimation de 120 000 habitants répartis sur 9 communes, dont Ambovombe. Projet en recherche de financement.
- Projet 6 : alimentation en eau potable par système gravitaire Tarantsy-Ambovombe. Captage d'eau depuis la chaîne anosyenne vers la plaine d'Ambovombe pour desservir +30 000 habitants (conduite principale d'amenée de 70km). Projet en recherche de partenaires, qui devra être mené avec différents ministères pour favoriser une gestion intégrée de la ressource en eau.

- Projet 7 : mobilisation de la ressource en eau de la rivière Efaho. Projet découpé par phases : une première phase est réalisée par le Gouvernement (fonds propres), réflexions avec la Banque Africaine de Développement (BAD).

Des mesures d'accompagnements spécifiques (protection des bassins versants, gestion...) seront prévues pour favoriser leur durabilité.

➔ La présentation est à retrouver [en ligne](#).

La personne ressource est Mme Tsirimiarantsoa Andriamanga, Directeur de l'Alimentation en Eau atsirimiarantsoa@gmail.com +261 34 59 046 11

Questions

- Les études pour l'élaboration des projets 1 et 2 sont-elles disponibles et partageables ?
- Est-ce que des avant-projet sommaires (APS) sont disponibles, pour les 3 régions ?

L'élaboration des projets a été initiée dès Novembre 2020, ainsi, effectivement, des études ont été élaborées pour les projets 1 et 2 en particulier. Dans un souci de coordination et de visibilité des actions appuyées par les partenaires, le MEAH invite les partenaires intéressés à les contacter directement pour discuter des pistes de collaboration (cf contacts plus haut).

- Quel est le modèle économique d'exploitation des unités de désalinisation ?
- Quel est le volume de production des unités de désalinisation ?

Dans l'ouest du pays, plusieurs hôteliers disposent déjà d'expérience concernant la mise en place d'unités de désalinisation. La volonté du MEAH est de favoriser les partenariats public-privé en termes de gestion ; dans un premier temps, est entièrement subventionné par l'Etat à travers des « vouchers » permis grâce à l'appui de partenaires, mais l'objectif à terme est de parvenir au recouvrement total des coûts pour permettre au gestionnaire de se projeter et s'installer dans la durée.

Les unités de désalinisation produiront 5 à 10m³/heure, pour desservir environ 200 ménages. L'eau produite servira à différents usages : eau potable, agriculture en goutte-à-goutte et élevage.

- Quel est le mode de gestion retenu pour les pipelines ?

Plusieurs études ont été menées ou sont en cours pour définir la gestion des pipelines ; il est certain qu'il ne sera pas possible de n'avoir qu'un seul gestionnaire pour tous les pipelines. Il y aura donc 3 activités distinctes : la production, le transfert et la distribution, avec donc 3 types de fermiers.

Informations majeures à retenir

Lorsqu'on souhaite intervenir à Madagascar dans le secteur de l'eau, l'assainissement et l'hygiène, que ce soit dans le Grand Sud ou ailleurs sur territoire, il est nécessaire de se rapprocher du MEAH, notamment à travers les Directions régionales, pour se faire connaître des autorités mais aussi pour s'assurer de bien inscrire son action dans les orientations du Ministère.

Les contacts des personnes ressources au sein du MEAH, actualisés en Janvier 2021, sont disponibles sur [cet annuaire](#) (pages 10, 11 et 12).

L'Ambassade de Madagascar en France est également un interlocuteur-clé pouvant apporter un appui aux porteurs de projet. infoambamadparis@yahoo.fr

Sécheresse dans le Grand Sud : éléments d'analyse de la crise

M. Jean-Donné Rasolofoniaina – Spécialiste EAH et Génie rural

Quelle est la vraie cause du problème de sécheresse dans le Grand Sud de Madagascar ?

Le Grand Sud de Madagascar a depuis longtemps fait face à des épisodes de sécheresse (versant Ouest), cependant ce phénomène s'est accentué avec le changement climatique.

Contexte (cf cartes figurant sur la présentation) :

La pluviométrie et la température sont deux paramètres influençant le climat, qui lui-même affecte l'hydrographie et le couvert végétal. Dans le Grand Sud la pluviométrie est très faible (jusqu'à moins de 400mm annuel, contrairement à d'autres régions plus « arrosées »), mais ce n'est pas la partie la plus chaude du pays (entre 23 et 25°C de température moyenne). De plus, Madagascar compte 8 types de climat, le Sud dispose d'un climat aride sur la côte et semi-aride à l'intérieur des terres. Le couvert végétal est limité, il s'agit du « bush du Sud » caractérisé par des arbustes épineux, directement lié au climat. En termes d'hydrographie, 6 grands fleuves sont présents dans le Sud (Fiherenana, Onilahy, Mandrare, Linta, Menarandra, Manambovo), cependant les 4 derniers cités ne sont pas des fleuves pérennes jusqu'à l'embouchure.

Les effets du changement climatique dans la zone : La pluviométrie est à la baisse (en valeur absolue, bien qu'intensité peut augmenter ponctuellement), la période de pluie réduit (plus que 3 à 4 mois/an) et la température est à la hausse. Les prévisions climatiques confirment ces 2 tendances, en particulier dans le Grand Sud.

Ces deux tendances combinées augmentent le phénomène d'évapotranspiration, ce qui augmente le déficit hydrique (autrement dit la sécheresse, cf schéma page 18 de la présentation). Ce déficit hydrique conduit à : la diminution des débits d'étiage, le tarissement des sources, la baisse des niveaux de nappes et l'augmentation de l'intrusion saline.

Opportunités :

- Le versant Est (délimité par la chaîne anosyenne) a une forte pluviométrie et disponibilité d'eaux de surface.
- Le fleuve Mandrare est pérenne dans sa partie supérieure, avec des débits importants.
- Les fleuves de la zone disposent de forts débits en période de crues.

Pistes de solutions :

- Transfert d'eau depuis le versant Est vers le Sud-Ouest.
- Prélèvement d'eau dans la partie supérieure du Mandrare vers l'Androy en créant un grand canal.
- Exploitation des débits de crue avec des grands barrages de stockage ou lacs artificiels.
- Création de barrages souterrains pour rehausser le niveau des nappes et diminuer l'intrusion saline.
- Application de mesures d'atténuation dans le mode cultural (irrigation goutte-à-goutte) ou dans la gestion intégrée des ressources en eau.

➔ La présentation est à retrouver [en ligne](#).

Pour contacter M. Jean-Donné Rasolofoniaina jdrasolofo@gmail.com

Questions

- Parmi les moyens de mobilisation des ressources au sud n'ont pas été évoquées des solutions "plus locales" comme les barrages en sable ou les barrages souterrains, les recherches hydrogéologiques en zones karstiques. Ces pistes ont-elles déjà été explorées ?

La mise en place de barrage de stockage et de lacs artificiels est difficile dans la partie sud du Grand Sud (lorsqu'on se rapproche d'Amboasary par exemple), en raison du phénomène d'évapotranspiration évoqué plus tôt. Pour les barrages souterrains, des REEPS³ ont été installés (comme des impluviums en sous-sol), cependant ils nécessitent une certaine maîtrise technologique et un investissement relativement important.

- Est-ce une piste intéressante de multiplier les impluviums et/ou réservoirs enterrés ? Comment faire lorsqu'il n'y a plus de pluie ?

Dans certaines localités, les impluviums sont utilisés comme des réservoirs classiques, qui sont remplis par des livraisons d'eau par camions citernes effectuant des livraisons régulières depuis des stations de pompage.

- Est-on certain que l'eau "se perde en mer" ? Ne faut-il pas aussi tenir compte des activités économiques associées à ces débits littoraux ? (Pêche, biodiversité, production de biomasse primaire sur le littoral ?

L'exploitation des débits de crues est une piste à envisager, mais il est nécessaire en amont de mener des études macro-économiques, recensant et cartographiant notamment les différents usages.

- Assiste-t-on aussi à une hausse de la démographie dans le grand Sud et donc à une hausse de la demande en eau ?

La demande en eau potable dans la zone est minime par rapport à la demande en eau pour l'élevage et l'agriculture. De plus, à chaque épisode de famine, on constate un phénomène d'émigration vers des régions plus au nord, notamment la région Boeny. Donc, il y a une certaine stabilisation démographique dans le Sud.

- La reconstitution des couvertures végétales serait alors une des alternatives pour arrêter la désertification, donc améliorer la pluviométrie ?

Effectivement, la reconstitution de la couverture végétale est la meilleure solution pour arrêter la désertification, car la transpiration des plantes participe à la hausse de la pluviométrie.

Il y a aussi d'autres paramètres à prendre en compte (qui n'ont pas pu être détaillés ici, tels que le vent, l'insolation, l'humidité, etc.) à prendre en compte. Par exemple, le Tiomena (ou tempête du désert), le vent qui repousse souvent la formation des nuages, et l'avancée des dunes, rendant difficiles les tombées des pluies et la formation de couverture végétale.

L'accès à l'eau autour des pipelines du Grand Sud – le cas du pipeline d'Ampotaka

Camille Salaün, Bureau d'études Hydroconseil

Hydroconseil est un bureau d'études français, avec une représentation à Madagascar, spécialisé dans le renforcement des services publics essentiels (eau, assainissement, hydroélectricité déchets, GIRE, adaptation au changement climatique...). Les experts interviennent sur de l'évaluation, des études faisabilité, de l'appui institutionnel, de l'assistance technique et la recherche d'impact.

En 2018, Hydroconseil a apporté une assistance technique que MEAH pour le renforcement et l'extension des conduites du pipeline d'Ampotaka (détails dans la présentation). L'objectif de la mission était d'accompagner pour passer d'une énergie thermique à une énergie solaire.

En 2019-2020, le bureau d'études a travaillé sur l'élaboration et mise en œuvre d'un modèle de gestion de la production, du transport et distribution du pipeline d'Ampotaka. De nombreux défis

³ Réservoirs d'eau enterrés plein de sable.

techniques, institutionnels, organisationnels et financiers constatés pour assurer la viabilité du service (détails dans la présentation).

En termes de mode de gestion, historiquement le pipeline était géré par AES (Alimentation en Eau dans le Sud). La gestion n'était pas optimale, ce qui a notamment conduit à une forte dégradation du service. Lors de la réhabilitation, la production et le transport étaient assurés par Energie-Technologie, qui est chargé de fournir les générateurs solaires et pompes, les installer et optimiser le fonctionnement du pipeline avec ces nouvelles technologies. La distribution est assurée par 2 fermiers (CapMad en amont et Ny Ravo en aval). Les fermiers achètent l'eau à Energie-Technologie et la revendent aux usagers à des bornes fontaines et branchements privés. Une particularité sur Beloha, où la distribution est gérée par AES.

L'objectif de la mission était donc de définir le meilleur mode de gestion en optimisant la contractualisation, pour assurer un service qui réponde à la demande avec des obligations de maintien en bon état des infrastructures. Plusieurs options ont été proposées au MEAH à la suite de l'étude. Le MEAH a choisi pour le pipeline d'Ampotaka de retenir le découpage suivant : 1 affermage pour la production et transport et 2 affermages pour la distribution. Plusieurs questions demeurent encore, mais des recommandations ont été faites pour favoriser la pérennité de cette gestion.

→ La présentation est à retrouver [en ligne](#).

Pour contacter Mme Camille Salaün salaun@hydroconseil.com

Questions

- Est-ce qu'Hydroconseil s'occupe uniquement de très grands projets ou aussi de microprojets ?

En tant que bureau d'études, nous répondons principalement à des appels d'offres qui en général ne concernent pas de microprojets, mais cela pourrait changer. Ne pas hésiter à les contacter directement.

- Quel est le prix de l'eau au litre vendu au pipeline ?

Actuellement, le tarif est de 120Ar le bidon, mais cela n'est pas pratique par rapport à la monnaie, donc ils payent 150Ar le bidon rempli à ras-bord (23l environ).

- L'AES jouera-t-elle un rôle dans « l'après » sur la gestion des pipelines ? Et sur la gestion dans l'eau dans le sud ?

C'est une bonne question, à l'heure actuelle, cela n'est pas exclus s'ils remportent l'appel d'offres pour le grand fermier. Dans le cas contraire, il est attendu qu'ils se retirent pour laisser travailler les fermiers sélectionnés et contractualisés.

- Avez-vous prévu un système de subvention à l'exploitation et des garanties pour le fermier afin qu'il équilibre ses comptes ?

Cela a fait l'objet d'une proposition, mais la décision revient au Ministère, et la question du financement se pose.

- Qui dit gestion patrimoniale laisse penser que des "amortissements" pourraient être prévus, est-ce le cas ?

Les besoins en provisions de maintenance et renouvellement ont effectivement été calculés.

- Le prix de vente aux abonnés/usagers est-il constitué d'un prix exploitant et d'une part patrimoniale ?

Actuellement, le prix prévoit notamment des taxes communales pour la maîtrise d'ouvrage, mais elles ne sont pas suffisantes pour parler de part patrimoniale.

L'expérience de l'ONG TransMad dans la région Atsimo-Andrefana

Frédéric Macquet, ONG Transmad

L'ONG TransMad est présente dans le Sud depuis 2005 dans différents secteurs du développement, et intervient dans le secteur EAH depuis 11 ans. L'ONG apporte aux localités un appui sur la bande littorale de l'Atsimo-Andrefana, en travaillant avec les autorités locales (commune et chefs de lignage), la Direction régionale EAH et le Cluster-Wash présent dans la zone. L'ONG développe différentes approches complémentaires pour permettre le développement de services d'eau potable :

- Le programme « Apporteurs d'eau »

Les localités ont été identifiées initialement avec la DREAH, car ce sont des carrefours économiques et de migrations de la région. Les communes sont alimentées par des réseaux avec pompage solaire, desservant de 500 à 10 000 habitants (ex : Androka) selon le contexte. Des petits périmètres irrigués ont été développés dans certaines zones, en partenariat avec Unicef, le PAM (Programme Alimentaire Mondial) et l'ORN (Office Régional de la Nutrition), pour permettre différents usages de l'eau, avec des actions de formations à l'usage raisonné de la ressource pour favoriser sa préservation. Des actions de reboisement pour recréer du couvert végétal sont également organisées.

Pour permettre de desservir également les villages alentours, des livraisons par charrettes sont organisées, en appuyant et équipant des charretiers locaux de 2 réservoirs de 250L, qui achètent l'eau au gestionnaire (2Ar/L, ou 6Ar/L si le système est équipé d'une unité de désalinisation) et distribue aux alentours.

- L'approche MUS (usage multiple de l'eau)

A l'initiative du MEAH, TransMad appuie plusieurs villages en transformant des points d'eau équipés de pompes à motricité humaine en des systèmes de mini-réseaux alimentés par le solaire. Ces points d'eau desservent une population de maximum 1000 personnes en eau potable et eau agricole (micro-irrigation).

- Les unités de désalinisation solaire

A Efoetse, depuis un peu moins de 2 ans, et à Tsifotaka (nord de Tuléar) depuis peu, des unités de désalinisation ont été installées, en partenariat avec [Elemental Water Maker](#). Les premiers temps ont fait émerger de nombreux défis qui ont pu être progressivement relevés et parvenir à un service fonctionnel. La production quotidienne est de 20m³/jour, le tarif proposé est de 6Ar/L, tarif qui permet la durabilité du service (amortissement non compris).

- La mise en place d'une nouvelle coopération décentralisée

Dans le cadre du dispositif « Clé-en-main » proposé par le MEAE-DAECT, Transmad et Pays-de-la-Loire Coopération Internationale ont impulsé et animent une nouvelle coopération décentralisée entre des collectivités malgaches de la région Atsimo-Andrefana et des collectivités françaises de la région Pays-de-la-Loire. L'objectif est d'accompagner les collectivités malgaches ciblées dans la mise en œuvre d'une politique locale de gestion intégrée de la ressource en eau (surveillance des nappes, renforcement de capacités, suivi de données...).

Plus d'informations sur les actions de Transmad : [site internet](#), [page Facebook](#) et [chaîne Youtube](#).

Pour contacter M. Fred Macquet infos@transmad.org

Questions

- Est-ce que TransMad se limite au littoral ou intervient aussi vers l'intérieur des terres (entre Tuléar et Betioky) ?

L'ONG a commencé depuis 6 mois à intervenir sur le plateau, notamment dans la commune de Beloha.

- Un représentant de la coopération décentralisée sur place est-il envisagé ?

Une mission se rendra sur place dès que possible pour co-construire le périmètre d'intervention à court terme. L'idée étant peut-être de mobiliser des compétences distancielles (hydrogéologue, SIG, Stats) court terme avant d'envisager de mobiliser une assistance technique permanente que nous envisageons plutôt à moyen terme (sous 2 à 3 ans).

- Quel est le modèle pour l'entretien et la maintenance des installations d'osmose inverse ? Le coût de l'eau permet-il d'y faire face ? Est-ce pris en charge à 100% par le gestionnaire ?

L'unité de désalinisation solaire est connectée et co-pilotée par le partenaire Elemental Water Maker (basé à La Haye), l'équipe terrain et surtout l'équipe du gestionnaire délégué qui a affecté un technicien permanent sur place. Sur 18 mois de retour d'expérience, il y a eu environ 900 € de dépenses pour 350 à 400 € de CA/mois. Une réserve de pièces de rechange a été fournie par le partenaire hollandais, ce qui fausse l'évaluation de l'équilibre du modèle économique, mais à ce jour le service toutes charges déduites est bénéficiaire.

Les interventions du GRET dans le cadre de l'opération Kéré pour l'Androy

Hanitriniaina Rafanomezantsoa, ONG GRET

L'ONG Gret intervient depuis plusieurs années à Madagascar et depuis 2002 dans le Sud, dans diverses thématiques du développement. A partir d'octobre 2020, l'ONG s'est fortement mobilisée pour apporter un appui d'urgence dans le district de Tsihombe (4 communes), dans le domaine de la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau potable, une réponse intitulée « Opération Kéré ». Cet appui est permis grâce à la mobilisation de la population réunionnaise à travers l'association Kéré, qui avait déjà apporté une aide en 2007-2008, opérée localement par le Gret.

L'opération Kéré, d'un budget de 580 000€ jusqu'en avril 2021, vise à apporter une aide d'urgence à 1200 ménages de l'Androy en fournissant des céréales, des légumineuses et de l'eau potable, et en faisant bénéficier à 1200 enfants d'une farine infantile « Koba Aina ». De plus, des camion-citerne (5000m³) provenant d'Ambovombe approvisionnent les villages en remplissant des réservoirs et impluviums existants. Une des grandes difficultés sur le terrain est l'indisponibilité de camion-citerne sur la zone, ce qui limite de moitié les distributions d'eau potable aux populations vulnérables.

En termes d'action à moyen et long termes, le Gret étudie les différentes options viables qui permettraient d'approvisionner les différentes localités en eau potable, tout particulièrement lors des saisons sèches. De plus, l'ONG poursuit ses travaux sur la structuration de la filière semence (adaptée au milieu aride, semi-aride) et l'appui aux agriculteurs locaux à l'adoption de pratiques agro écologiques.

➔ La présentation est à retrouver [en ligne](#).

Plus d'informations sur le Gret à Madagascar : [l'opération Kéré](#), [page Facebook](#) et [site internet](#).

Pour contacter l'ONG Gret à Madagascar madagascar@gret.org

Publication en lien : [Stratégie de développement de l'agroécologie dans le Grand Sud malgache](#)

Questions

- Quelles sont vos relations avec les actions gouvernementales sur les distributions, sur les camions, sur la mobilisation Kéré ?

Les actions menées par Gret sont coordonnées avec le Gouverneur et la Direction Régionale de l'eau Androy ainsi que les responsables locaux.

- Quels sont les sources de financement ?

Les financements de l'opération Kéré proviennent de l'association Kéré et l'Ambassade de France à Madagascar via le SCAC (Service de Coopération et d'Action Culturelle).

Clôture de la réunion

M. Pierre-Frédéric Ténrière-Buchot, Président du pS-Eau

M. Ténrière-Buchot a tenu à remercier de nouveau Mme le Ministre, les différents intervenants et les nombreux participants à la réunion. Il a rappelé que le pS-Eau se tient à la disposition des membres du réseau pour faciliter ce type d'échange, pour mettre en lien les différents domaines (technique, financier, scientifique, politique...) afin d'améliorer l'accès aux services d'eau potable et d'assainissement à Madagascar.

Documentation complémentaire

- [Travaux de cartographie de la salinité de l'eau des forages dans le Grand Sud](#), menés par UNICEF.
- [Travaux d'élaboration d'un indice de forages négatifs et application dans la région Androy](#), menés par UNICEF.
- [Carte du potentiel en eaux souterraines du Grand Sud de Madagascar](#), élaborée par UNICEF.
- [Les bulletins d'alerte sécheresse du Grand Sud de Madagascar](#), élaborés par le MEAH et UNICEF.
- [Outil de visualisation de données \(datavisualisation\) concernant les précipitations l'indice de végétation NDVI](#) (Normalized Difference Vegetation Index). Possibilité de visualiser au niveau national et régional. Enregistrement par décades, réalisé par le PAM.

Le réseau Madagascar est soutenu par :

